



HAL
open science

Les radicalités dans la presse libanaise pendant la dernière crise institutionnelle

Billel Aroufoune, Edmond Bou Dagher

► **To cite this version:**

Billel Aroufoune, Edmond Bou Dagher. Les radicalités dans la presse libanaise pendant la dernière crise institutionnelle. *Revue de Recherches Francophones en Sciences de l'Information et de la Communication*, 2019. hal-02119940

HAL Id: hal-02119940

<https://hal.science/hal-02119940>

Submitted on 14 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les radicalités dans la presse libanaise pendant la dernière crise institutionnelle

Billel Aroufoune, Doctorant contractuel en Sciences de l'Information et de la Communication au laboratoire IMSIC, Université de Toulon et Aix-Marseille Université, enseignant à l'UFR Ingémédia.

billel.aroufoune@univ-ultn.fr

Edmond Bou Dagher, Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication. Chercheur associé au laboratoire IMSIC. Enseignant au département communication et journalisme à l'Université Antonine, Beyrouth.

edmond.bou.dagher@gmail.com

Résumé

Cette contribution s'intéresse au traitement de la radicalité par un média libanais dans un contexte socio-politique spécifique, ancré dans un espace méditerranéen, chrétien et arabe. En effet, plutôt que d'essayer de définir en soi ce qu'est un comportement ou un contenu radical à la manière d'Olivier Roy (2004, 2016), de Gilles Kepel (2003, 2018) ou de Farhad Khosrokhavar (2014), nous nous sommes intéressés à son traitement dans un espace public particulier. Une analyse de contenu des éditoriaux du journal francophone libanais *L'Orient-Le jour* a ainsi été menée sur un corpus constitué de 216 éditos publiés pendant le vide présidentiel au Liban, entre le 25 mai 2014 et le 31 octobre 2016. L'outil utilisé pour mener à bien ce travail a été le logiciel *Tropes* afin d'automatiser l'analyse. Nos résultats montrent une interprétation communautaire du terme dans un pays multiconfessionnel où chaque communauté se définit par rapport aux autres sachant qu'il en existe 18 dans le pays du Cèdre.

Mots clés : Radicalité(s), représentations, crise institutionnelle, perception, communauté, Liban.

Abstract

This contribution focuses on the treatment of radicality by a Lebanese media in a specific socio-political context, rooted in a Mediterranean, Christian and Arab space. Indeed, rather than trying to define in itself what radical behaviour or content is like Olivier Roy (2004, 2016), Gilles Kepel (2003, 2018) or Farhad Khosrokhavar (2014), we have focused on its treatment in a particular public space. A content analysis of the editorials of the French-language Lebanese newspaper *L'Orient-Le Jour* was conducted on a corpus of 216 editorials published during the presidential vacuum in Lebanon, between 25 May 2014 and 31 October 2016. The tool used to carry out this work was the *Tropes* software to automate the analysis. Our results show a community interpretation of the term in a multi-faith country where each community defines itself in relation to the others, knowing that there are 18.

Key words : Radicality, representations, institutional crisis, perception, community, Lebanon.

1. Introduction

Le présent article s'intéresse à l'usage du lemme radical – qui se décline en radicalité, radicalisation et radicalisme – dans un contexte spécifique à partir d'une analyse de contenu, assistée par le logiciel *Tropes*, des éditoriaux du quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* – journal chrétien – durant une période de crise institutionnelle qui s'est étalée sur deux ans, entre 2014 et 2016. À travers le prisme d'une période de crise liée à la vacance présidentielle nous formulons l'hypothèse que les emplois du lemme radical reflètent en l'occurrence le positionnement de la communauté chrétienne libanaise dans le contexte d'une société multiconfessionnelle et pluricommunautaire.

Dans la première partie nous proposons un état de l'art des débats savants et grands publics autour du lemme « radical », débouchant sur une position critique des terminologies mobilisées. Dans un second temps, tout en expliquant le contexte de la dernière carence présidentielle libanaise nous exposons les caractéristiques particulières de ce pays multiconfessionnel. Finalement et après avoir présenté le corpus retenu et la méthode utilisée pour cette étude, nous présentons et commentons les résultats obtenus par le biais de *Tropes*.

2. Radical(ité) (isme)(isation) : définitions et débats médiatiques

Le Trésor de la langue française en ligne¹ définit la radicalité comme altération de la pensée « profond[e], intense, total[e], absolu[e] », soit une forme d'expression qui ne se soucie pas des conséquences. C'est un terme qui fait débat, dans la presse, au sein de la sphère politique mais aussi chez quelques chercheurs. En effet, la « controverse » entre Oliver Roy et Gilles Kepel, tous deux spécialistes de l'islam et de la politique du monde arabe, en est un bon exemple. Roy souligne que la radicalité trouve une certaine religiosité dans l'islam², Kepel quant à lui, affirme que l'islam connaît, aujourd'hui, un prisme des mouvances et idéologies radicales³. D'autres chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) questionnent la *radicalité* et l'envisagent comme un processus d'endoctrinement *via* des dispositifs qui peuvent être d'ordre psychologiques, informationnels et autres. Ils essayent de cerner ses causes chez les individus issus essentiellement de milieux défavorisés (El Difraoui, 2013 ; Khosrokhavar, 2014 ; Benichou et al., 2015). Dans un autre contexte, à partir d'une étude sociologique sur l'extrémisme religieux en Algérie, Ainine (2016) dessine la genèse de la déviance islamiste entre endoctrinement, engagement et prise d'arme. Le chercheur préfère employer le terme de « radicalité violente » afin de distinguer le processus de radicalisation djihadiste et politique

¹ <http://atilf.atilf.fr>, consulté le 10 décembre 2018.

² Il souligne cette religiosité dans un entretien accordé au journal électronique *Atlantico.fr*, le 4 juillet 2015.

³ Idéologie radicale qu'on peut retrouver dans sa tribune : « Radicalisations » et « islamophobie » le roi est nu, *Libération*, 14 mars 2016.

des salafistes et également « en tenant compte d'une nécessaire distinction entre radicalisation cognitive et radicalisation comportementale » (p.39).

Comme nous l'avons précisé, nous nous intéressons au lemme radical, dont le radicalisme est l'une des occurrences. Le Larousse définit le radicalisme comme le « courant politique qui prône la transformation des institutions d'un pays », le Trésor de la langue française précise que le mot apparaît au XIXe siècle et évoque « [l'] attitude qui refuse tout compromis en allant jusqu'au bout de la logique de ses convictions ». Dans un papier consacré au radicalisme en milieu urbain Mossuz-Lavau (1974) expliquait que *le radicalisme politique* est une « attitude qui consiste à mettre en cause la structure politique existante et le mode même de fonctionnement de la machine dans le système » (p.54). Il existe aussi d'autres formes de radicalismes, social, culturel, etc., conduisant ainsi à une rupture, à un clivage avéré. Nous définissons le radicalisme religieux comme le déplacement d'une idéologie religieuse, ancrée dans des pratiques culturelles, ethniques, de tradition ancestrale, vers l'application au pied de la lettre des textes dits sacrés.

La dernière occurrence qui en découle, *radicalisation*, signifie pour Khosrokhavar (2014) : « [...] le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel » (pp. 7-8). Elle est beaucoup discutée et utilisée dans la sphère médiatico-politique. Une récente étude sémantique (Guibet et Brochard, 2016) consacrée à son usage dans la presse française, montre qu'elle est devenue en quelques années pratiquement l'équivalent de « terrorisme islamique ». C'est dire qu'une acception définitive est difficile et qu'on est face à une polysémie qui pourrait fausser les perceptions.

Ce panorama non exhaustif de l'univers sémantique lié au lemme radical nous amène à interroger son emploi dans l'espace public libanais, où la manifestation et les revendications identitaires sont omniprésentes. Il s'agit notamment de l'ostension de reliques et d'icônes chez les chrétiens et l'affichage de symboles calligraphiques pour les musulmans (Jreijiry, 2018). Nous avons choisi un journal francophone car c'est un terrain que nous considérons propice, idéal, au vu de cette investigation. Toutefois une présentation du contexte libanais est indispensable afin de bien appréhender le corpus retenu et comprendre la démarche employée dans l'article.

3. Un regard situé du Liban

C'est dans un contexte de crise que s'inscrit cette recherche. Il faut noter qu'après le mandat présidentiel de Béchara el-Khoury (1943-1952) le Liban a vécu des périodes où l'on ne pouvait élire aucun Président. La vacance de la fonction présidentielle est ainsi un fait au pays des Cèdres. En 1952 le peuple avait attendu quatre jours pour connaître le nom du nouveau Président qui succéda à el-Khoury. Trente-sept ans après, les Libanais se voient privés d'un représentant de la haute magistrature pendant plus de douze mois. Avant l'élection de Michel Sleiman⁴ prédécesseur du Général Aoun, le pays s'est trouvé une fois de plus dans l'incapacité d'élire un chef de l'État. Le Liban s'est retrouvé dans l'impossibilité de trouver un compromis et ce, officiellement, jusqu'en octobre 2016. De la même manière, et cette fois-ci on parle de la période du vide qui a été la plus longue période de vacance de pouvoir, avec deux ans de non désignation d'un Président.

Le cas du pays des Cèdres est intéressant par sa spécificité politique et religieuse. Les représentants religieux des dix-huit communautés participent directement au gouvernement libanais. Avant l'accord de Taëf⁵ de 1989 qui a mis fin à la guerre civile (1975-1990), les belligérants des multiples conflits ne trouvaient pas de terrain d'entente. La guerre a pris un aspect communautaire et religieux, plusieurs milices ont vu le jour durant cette période. Les communautés chrétiennes (maronites, orthodoxes, protestants, grecques orthodoxes, catholiques, etc.) et musulmanes (chiïtes, sunnites, druzes, etc.) s'affrontaient. Des chefs de groupes politiques armés sont assassinés. Le pays est sous l'anarchie. Aujourd'hui toutes les communautés sont représentées au parlement et notamment les trois principales confessions/communautés libanaises : maronite, chiite et sunnite.

Les conflits ne se sont pas arrêtés avec l'accord de *Taëf* et les tensions ne se sont pas apaisées. Le 14 février 2005, l'ex Premier ministre Rafic Hariri est assassiné en plein Beyrouth alors qu'il était dans sa voiture blindée. Cet épisode de l'histoire libanaise va enclencher de nombreuses manifestations sur la place des Martyrs où est enterré son corps. Depuis ce tragique événement le Liban a connu une succession de conflits, des infortunes qui questionnent le peuple libanais mais aussi des chercheurs en sciences humaines et sociales sur la reconstruction et déconstruction d'une « mémoire » collective et individuelle des Libanais et sur les espaces (publiques et privés) de sa revendication (Mermier et Varin, 2010). On peut observer que dans ces « guerres » des leaders communautaires ont laissé leur vie.

⁴ Michel Sleiman est un homme d'État de formation militaire, il a présidé le Liban pendant six ans.

⁵ L'accord de *Taëf* est un document d'entente nationale qui a mis fin à la guerre civile de 1975. *Taëf* renvoie au nom de la ville saoudienne dans laquelle l'accord a été signé. Le texte modifiait la répartition des pouvoirs, asseyait l'influence militaire syrienne dans le pays et prévoyait le désarmement des milices.

Comme on vient de le souligner, le Liban est un pays multiconfessionnel, pluricommunautaire, cet aspect particulier de cette société intrigue et comme le dit Amin Maalouf : « on est constamment amené à s'interroger sur ses appartenances, sur ses origines, sur ses rapports avec les autres, et sur la place qu'on peut occuper au soleil ou à l'ombre » (Maalouf, 2006, 21). C'est toute la richesse et toutes les contradictions de l'expérience libanaise qui en font un pays à la fois oriental et occidental dans une culture et un contexte arabe qui en fait un terrain d'étude très dense et complexe (Durampart, 2013), où peut se nourrir le terreau de tous les paradoxes et ambivalences d'une dérive de la *radicalité* vers le *radicalisme* et la *radicalisation*. C'est à travers un regard et une perception représentative d'une expression communautaire et confessionnelle que nous allons analyser les éditoriaux de *L'Orient-Le Jour* pour la période retenue.

4. Les éditos de *L'Orient-Le Jour* sous le prisme du vide présidentiel

Par définition l'éditorial est un article qui ouvre à son rédacteur le champ du commentaire et de la critique. Il représente de manière concrète la position (ligne éditoriale) du journal publiant. Yves Agnès, ancien rédacteur en chef au journal français *Le Monde* propose, dans son manuel, une définition concise de ce genre rédactionnel journalistique qui est « une opinion s'appuyant sur des faits et cherchant à convaincre » (2008 : 320). Patrick Charaudeau souligne que l'éditorialiste « raconte en commentant et [...] commente en racontant » (2005 : 4). La liberté dont il jouit se traduit par ses opinions affichées et manifestées dans les articles.

L'orient-Le Jour est, aujourd'hui, le seul quotidien francophone au Liban, un journal qui enregistre une audience numérique d'environ 500 000 visites par mois. Il est né d'une fusion en juin 1971 de deux journaux : *L'orient* et *Le Jour*. Le premier, fondé en 1924, était principalement dirigé par le ministre de l'information et du tourisme de l'époque, Georges Naccache. Le second, fondé en 1934 par le principal rédacteur de la Constitution Libanaise Michel Chiha. Selon le journal, même si la première raison « est économique », les deux journaux ont une sensibilité pour « le pluralisme et l'ouverture vers l'autre ». Le quotidien *L'orient-Le Jour* défend des valeurs chrétiennes.

Nous avons choisi de travailler sur les éditoriaux de ce quotidien, publiés pendant la période de vacance présidentielle qui a duré deux ans, du 25 mai 2014, lendemain de la fin du mandat de Michel Sleiman, jusqu'au 31 octobre 2016, jour de l'élection de Michel Aoun. Ce choix s'explique par la pertinence de cette période pour nos questionnements autour du lemme « radical », car elle pourrait rendre compte des différents usages terminologiques de la

radicalité, du *radicalisme* et de la *radicalisation*. Les événements passés durant ce vide ont été sources de plusieurs conflits et querelles médiatiques entre les dirigeants politiques libanais. Nous pouvons recenser : le terrorisme et ses effets sur la société, la crise des déchets avec ce qu'elle a provoqué et enfin la question des réfugiés syriens.

5. Méthode d'analyse du corpus

Afin d'analyser ce corpus nous avons fait appel à un logiciel d'analyse de contenu. Initialement cette méthode se focalisait sur « l'écrit de discours politique ». Elle ne cesse d'évoluer en question de corpus mais aussi de méthodes au sein des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC). Cette méthode des sciences sociales « [s'est] déplacée vers l'oral et les discours médiatiques et s'intéresse [aujourd'hui] à des objets aussi divers que les talk-show [et] les campagnes présidentielles télévisées » (Bonnafous et Jost, 2000, 531). Dans les SIC d'autres chercheurs mobilisent cette méthode pour étudier la production, l'usage, les effets et l'économie de dispositifs info-communicationnels (Collet et Papa, 2007).

Pour Roger Mucchielli (2006), l'analyse de contenu impose au chercheur la suppression des approches subjectives et la proscription des interprétations personnelles, succinctement « elle se veut une méthode capable d'effectuer l'exploitation totale et objective des données informationnelles » (p.24). Dans cet article nous faisons le choix de faire une analyse de contenu automatisée de notre corpus par le biais du logiciel *Tropes*, en mettant la focale sur une analyse thématique. Un abonnement au journal a été nécessaire pour avoir un accès libre et illimité aux archives du site. Ensuite, les textes ont été convertis à une version spécifique de notre logiciel de traitement de texte – aucun codage n'a été fait – afin de faciliter leur traitement par le logiciel, qui travaille principalement à partir de ces étapes : il découpe les phrases et les propositions du texte soumis ; il facilite la compréhension des mots du texte ; il aide à l'identification des *classes d'équivalents* et il propose des résultats sous formes de statistiques. Ce programme aide le chercheur à organiser au mieux ses lectures et ses interprétations. Il ne produit pas des analyses opérationnelles ni des résultats prêts à l'exploitation, mais il aide « l'analyste » à comprendre des phénomènes et à les interpréter ; *Tropes* propose une méthodologie ancrée dans un raisonnement par induction (Ghiglione, 1998). Nombre de travaux scientifiques ont été effectués à l'aide de *Tropes*, entre autres pour étudier le phénomène

de la réception en communication politique qui a donné lieu à une nouvelle méthode d'analyse en cognition.⁶

Dans un premier temps, nous avons procédé à la récolte des éditoriaux correspondant aux dates retenues pour les soumettre à l'analyse automatique. À partir d'une lecture globale de notre corpus nous constatons, d'entrée de jeu, une orientation du journal vers les questions liées à la religion et à la politique. Puis, en deuxième temps, nous avons étudié le corpus selon une analyse sémantique qui consiste à, d'une part classifier les références à partir des cooccurrences trouvées par le logiciel, et d'autre part à identifier les relations sémantiques entre les thèmes abordés dans les éditoriaux. Nous aborderons enfin le point de vue de l'éditorialiste au prisme de ses argumentations.

6. Traitement des termes afférents à la radicalité dans *L'Orient-Le Jour*

Premièrement, il ressort dans *Tropes* que notre corpus textuel est principalement de style argumentatif. L'éditorialiste organise ses arguments par le biais de connecteurs logiques, traduits essentiellement par des connecteurs d'oppositions, adverbes et locutions (*pourtant, mais, or, sinon, toutefois, en revanche, quand bien même, etc.*). Généralement c'est en s'impliquant dans le texte que l'auteur peut affirmer ses propos, exhorter, persuader le lecteur de la véracité de ce qui est écrit. Il a utilisé, ici, des procédés de modalisation qui sont par conséquent marqueurs d'affirmation (*précisément, bien sûr, indéniablement, évidemment, sans doute, absolument, certes, etc.*), on peut observer aussi l'emploi de pronoms personnels, qui révèlent l'implication directe du journaliste : « je me dois d'évoquer » ; « j'ai souvent eu la chance d'en prendre part » ; « je garde ». Dans tous les événements abordés pendant cette période, l'éditorialiste a exprimé peu ou prou ses points de vue, tout en les faisant passer pour des analyses *via* l'usage constant de connecteurs logiques, précaution que ne prennent pas les non-journalistes qui s'expriment publiquement dans les forums de discussion sur le web (Collet, 2016).

Deuxièmement, on constate que le terme *radicalité* n'apparaît dans aucun des 216 éditoriaux analysés dans *L'Orient-Le Jour*, il n'empêche que le sens (discuté de manière non exhaustive dans la première section de ce texte) est manifesté ailleurs par des tournures de phrases et des métaphores. Ainsi, on peut compter onze occurrences du lemme « radical » dans ce corpus. Dans neuf de ses emplois, il est fait référence à l'islam dit radical. Les deux exemples suivants

⁶ Voir l'article de Marie-Pierre Fourquet-Courbet et Didier Courbet, « *Nouvelle méthode d'étude des cognitions en réception (ECER) et application expérimentale à la communication politique* », *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, Presses Universitaires de Grenoble, vol. 17, 2004, pp.27-75.

le précisent : « les généreuses donations que versent aux islamistes radicaux leurs émirs et autres notables » ; « [...] la montée en puissance des radicaux de l'islam ». En fait, les occurrences (radicalité, radicalisme et radicalisation) étudiées dans cet article montrent des facettes de tensions, de conflits et représentations présentes au Liban dans les médias orientés. On distingue donc des emplois qui renvoient selon nous à une perception communautaire : une forme de radicalité affirmée, peu ou prou nuancée, renvoyant à l'islam.

6.1 Une radicalité implicite

Aussi, on peut souligner la présence de quelques thèmes, dans le corpus, qui rappelle le contexte du terrain libanais et notamment son caractère complexe sur les plans politiques et religieux, ainsi que leur rapport aux médias qui sont sous tutelle confessionnelle (Assi, 2009). La liste que nous proposons plus loin représente les dix grands thèmes traités dans le corpus étudié. Les occurrences correspondent au nombre de mots analogues aux références relevées par *Tropes*. En première position viennent plus de 1900 occurrences relatives au *Proche-Orient*, elles se caractérisent par un lexique qui renvoie principalement aux pays suivants : « Liban ; Israël ; Irak ; Iran ; Syrie ; Arabie Saoudite... » et aux villes : « Beyrouth ; Jérusalem ; Téhéran ; Damas... ». Comme il est question du Liban et d'un quotidien national, il est bien entendu naturel que l'on trouve ces références là et pas d'autres, le journaliste ne fait que respecter la loi de proximité qui demeure a priori une règle inaltérable. Concernant les pays occidentaux, l'éditorialiste aborde des sujets autour de l'Europe de manière générale et de la France en particulier. « Faisant suite à l'hécatombe de Charlie-Hebdo, cette agression vise de toute évidence à châtier la France pour le rôle actif qu'elle joue dans la lutte contre l'État islamique », en évoquant la cyberattaque contre la chaîne française TV5-Monde en avril 2015 ou encore l'attentat terroriste en 2016 à Nice « [...] après 120 morts des attentats de Paris, l'hécatombe de Nice vient douloureusement rappeler que la France est la cible ... », on peut estimer au nombre de 182 occurrences la référence *France* (villes, régions), ce qui est considérable. S'intéresser autant à la France peut se justifier par la relation bilatérale fondée sur des aspects historiques⁷, religieux, économiques et culturels. Nous l'avons vu avec la dernière intervention de Emanuel Macron en novembre 2017 après la démission du Premier ministre, Saad Hariri, qui s'est rétracté par la suite.

La politique s'impose en deuxième position. Le lexique associé à ce thème se dessine autour de plusieurs vocables (*député, gouvernement, chef du gouvernement, parlement, extrême droite, élections...*). Rappelons que c'est le logiciel qui construit la composition des références

⁷ La création de l'État moderne libanais remonte à 1920, sous le protectorat français.

présentées ici, il regroupe de la même manière les mots ayant une proximité sémantique entre eux. Nous le disions plus-haut, le Liban a connu et subi des épisodes conflictuels en tant que nation mais aussi comme modèle de société multiculturelle. Le thème (3) englobe les séries de tribulations liées principalement à la montée de *Daëch*, c'est entre 2014 et 2015 – cette période étant le point culminant auquel sont arrivés les groupes radicaux qui s'alliaient à l'État islamique –, que le journaliste a utilisé des qualificatifs virulents pour décrire l'islam de la « terreur ». Relatif aussi aux guerres (*terrorisme, lutte, assassinat, ennemis, tuerie, jihadiste, carnage, affrontement...*).

	Thème	Occurrence
1	Proche-Orient	1928
2	Politique	1469
3	Conflit	1188
4	Temps	0932
5	Droit	0841
6	Religion	0799
7	Communication	0670
8	Nation	0552
9	Sentiment	0530
10	Comportement	0520

Il y a plus de 790 références à la religion dans le corpus. Pour certains, la religion n'est qu'un concept. « Ce n'est ni une essence, ni une chose qui aurait quelque réalité empirique en dehors du travail de catégorisation et d'explication compréhensive des sciences humaines et sociales » (Gauthier, 2017). Or au pays des Cèdres il y a un rapport particulier au religieux et vraisemblablement « où la religion, dans la plus extrême de ses déclinaisons, c'est-à-dire le sectarisme, se met aussi de la partie⁸ » avec le communautarisme et le confessionnalisme. Pour Mouchantaf (2014) les Libanais confondent ces concepts, elle rappelle que :

« La vision libanaise enracinée confond religion et communauté, éliminant de la conscience d'appartenance chez les Libanais des éléments fondamentaux, tels que les modes de production économique, la nature des relations familiales, le cadre sociétal et les classes sociales [...]

⁸ Édito du 1 août 2015 « on embarque ! ».

Autant de raisons qui confèrent au dialogue politique au Liban la forme d'un dialogue confessionnel, cloisonnant toutes les questions dans la sphère du religieux » (pp.48-49).

Parmi les questions auxquelles *Tropes* répond, on trouve « sur quoi porte ce texte ? ». Celle-ci nous paraît pertinente afin de distinguer et faire le lien entre les différents sujets traités et les événements qui les entourent, alimentent, suggèrent ou déclenchent en quelque sorte. Il semble que l'éditorialiste s'est intéressé à l'univers de la *nation* et par surcroît aux pays voisins qui, par leur situation de crise, peuvent menacer la stabilité du *Liban*.

6.2 De la radicalité au terrorisme

L'année 2014 a été marquée par la montée du *terrorisme* et des extrêmes. Ainsi, dans beaucoup d'éditoriaux les termes *terrorisme* et *terroriste(s)* sont employés pour décrire la barbarie des groupuscules islamistes. Cela peut relever de l'actualité, des événements et de leur traitement. Cependant, il est question aussi d'une réminiscence des périodes de conflits, de guerres, dans lesquelles « toutes les communautés ont été tour à tour atteintes par cette forme suprême de lâcheté dans le crime que sont les attentats à la voiture piégée⁹ ». Deux ans plutôt l'éditorialiste tirait la sonnette d'alarme : « l'immonde bête se sent parfaitement chez elle au Liban¹⁰ ».

Nous pouvons observer une prépondérance du terme *terrorisme* en relation avec, d'une part le mot *attentat* qui apparaît avant *terrorisme*, et d'autre part le terme *islamisme* qui lui se manifeste après *terrorisme*. En regardant de près les cooccurrences, on constate une étroite contiguïté entre la religion musulmane et les *radicaux*. On déduit que l'islamisme radical émane du sunnisme et les mouvements radicaux comme les pensées radicales résultent des crises que connaît le Liban.

	Sujet	Occurrence
1	Liban	0664
2	Nation	0472
3	Syrie	0470
4	Iran	0212
5	Terrorisme	0208
6	Président	0188
7	Année	0175
8	État	0164
9	Irak	0159
10	Hezbollah	0159

⁹ Édito du 29 juin 2016 « *Qaa d'inconscience* ».

¹⁰ Édito du 21 juin 2014 « *Du neuf avec du vieux* ».

Sur la deuxième liste que nous présentons ci-dessus, on voit que l'éditorialiste évoque beaucoup le Hezbollah. Tantôt il en parle en tant que groupe armée en affirmant que son secrétaire général « Hassan Nasrallah n'est pas flic, mais chef de milice », et en alertant sur sa « possession de son formidable arsenal », de même que son intervention sur le sol syrien. Tantôt il porte à la connaissance du lecteur une forme de « diabolisation du Hezbollah » par les pays de la Ligue arabe et les États-Unis : « en décrétant terroriste un Hezbollah solidement représenté au parlement comme au gouvernement [ils] ont seulement fait de l'infortuné Liban un État partiellement terroriste¹¹ ».

Dans le corpus le mot *radicalisme* est utilisé cinq fois. Essentiellement, l'éditorialiste se demande si le fait de s'inquiéter du « glissement lent et continu, de la rue sunnite libanaise dans le radicalisme, par réaction aux évènements de Syrie » est inéluctable. Il dénonce aussi bien « le radicalisme religieux », que le lien entre « la montée du radicalisme » et « l'engagement du Hezbollah dans le conflit de Syrie ». Le terme *radicalisation* se compte à cinq occurrences aussi, l'éditorialiste avertit « à propos de la radicalisation des jeunes, devenue un des principaux réservoirs humains des fascismes de tout poil¹² ».

Par les présents résultats, nous pouvons déduire que le blocage institutionnel, donc le vide présidentiel, est un problème pesant au Liban. Notons la présence de 188 occurrences du vocable *Président* dans l'ensemble du corpus. Les parlementaires libanais ont organisé plus de quarante séances pour élire un chef d'État, tâche qui leur est allouée. Cependant, faute de quorum, les reports se succédaient. Le journaliste met en garde¹³ contre un pays « désespérément privé de président », il estime que :

« Sans président de la République, sans Parlement digne de ce nom, sans même de budget et avec un gouvernement pratiquement entré en mort clinique, nous vivons dans un pays où les textes constitutionnels ne veulent plus rien dire¹⁴ ».

Or, le siège de la présidence étant dédié à la communauté maronite, les opposants de Michel Aoun se sont rendus à l'évidence de la vitalité d'une entente, voire d'une coalition afin de mettre fin à la crise institutionnelle à laquelle le pays faisait face. C'est le 31 octobre 2016 que les

¹¹ Édito du 5 mars 2016 « Poly-techniques ».

¹² Édito du 30 juillet 2016 « À qui pieux pieux ».

¹³ Il avertit son lectorat sur les éventuels problèmes que peut rencontrer le Liban sans président. On observe cette mise en garde dans d'autres éditos de la même année, mais aussi de 2014 *Import-export* (31 mai 2014).

¹⁴ Édito du 17 octobre 2015 « Naufrages ».

représentants des Libanais ont donné la clef de la haute magistrature à Aoun pour un mandat de six ans, non reconductible. Toutefois et malgré cet accord entre les deux blocs antinomiques, celui du 14 mars (coalition anti-syrienne) et l'alliance du 8 mars (regroupant les partisans du régime Assad), le Liban aurait pu rester bloqué dans cette impasse.

7. Conclusion

La radicalité diversement représentée et plurielle représente un champ de recherche florissant, qui reste à enrichir avec les multiples approches relevant des sciences humaines et sociales. Pour notre part, nous avons cherché à montrer que les discours afférents à la radicalité, au radicalisme et à la radicalisation dans *L'Orient-Le Jour* sont orientés. Concernant le sunnisme il s'agit d'une radicalité implicite, alors que s'agissant de la communauté chiite (Hezbollah notamment), il est question de « terrorisme ». L'orientation est donc observable d'une part, par la perception de l'éditorialiste attaché à une communauté chrétienne. D'autre part, du fait de ses tendances et penchants pour des problématiques politico-socio-confessionnelles, inextricablement liées au contexte libanais et à la situation critique des pays voisins lors du dernier vide présidentiel qui a duré vingt-quatre mois. Les résultats que nous venons de présenter mériteraient d'être complétés et nécessiteraient une investigation approfondie sur les éditoriaux de la presse libanaise représentant les autres confessions, pour avoir la vision de journaux libanais orientés de couleur politique, communautaire, confessionnelle et religieuse différentes.

Bibliographie

- Agnès Yves, *Manuel de journalisme : écrire pour le journal*, Paris, Découverte, 2008.
- AININE Bilel, *Islam politique et entrée en radicalité violente. Le cas des salafistes radicaux violents algériens*, sciences politiques, Université Paris-Saclay, 2016, consulté le 20 novembre 2018 à l'adresse <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01633855/document>
- Assi, Jamil Abou, « *Les médias libanais* », *Confluences Méditerranée*, 2009, n°69, 49-59.
- Benichou David, Khosrokhavar Farhad et Migaux Philippe, *Le jihadisme : le comprendre pour mieux le combattre*, Paris, Plon, 2015.
- Bonafous Simone et Jost François, « *Analyse de discours, sémiologie et tournant communicationnel* », *Réseaux*, 2000, n° 100, 523-545.
- Boutin Eric, Durampart Michel et Moukarzel Joseph, « *Résilience d'une communauté : le cas de la société libanaise* », *ESSACHESS - Journal for Communication Studies*, 2014.
- Breton Philippe, *La parole manipulée*, Paris, Poche, 1997, 221p.

- Charaudeau Patrick, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan, 1997.
- Charaudeau Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck, 2005.
- Collet Laurent, « *L'importance du renouvellement des activités info-communicationnelles et des modèles économiques dans le design des dispositifs de presse écrite en ligne* », *Hermès*, 2016, n°76(3), 169-178,
- Collet Laurent et Papa Françoise, « *Dispositifs d'information et de communication sportive sur Internet* », *Champs Visuels*, 2007, 114-139.
- Corm Georges, *La question religieuse au XXIe siècle : géopolitique et crise de la postmodernité*, Paris, Découverte, 2006.
- Corm Georges, *Le Proche-Orient éclaté : 1956 - 2007* (5. éd., refondue, mise à jour et augmenté), Paris, Gallimard, 2007.
- Durampart Michel, « *Expression et engagement sur le Web et les réseaux : une polarisation* », *Multimed*, 2012, n°2, 37-51.
- Durampart Michel, « *Le rôle des TIC en tension ou en conciliation dans un espace démocratique et social* » dans Najjar Sihem (sous la dir. De), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Karthala, 2013, p. 95-104.
- El Difraoui Assiem, *Al-Qaida par l'image. La prophétie du martyr*, PUF, 2013.
- Gauthier François, « *Religieux, religion, religiosité* », *Revue du MAUSS*, 2017, (49), 167-184.
- Ghiglione Rodolphe, *L'analyse automatique des contenus*. Paris, Dunod, 1998.
- Guibet Lafaye Caroline, Brochard Pierre, « *la radicalisation vue par la presse : fluctuation d'une représentation* », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 2016, 130 (1), pp.1-24. <hal-01321094>.
- Guibet Lafaye C., « *Approche critique des sociologies de la radicalisation* », *Forum de la DAP* « *Radicalisation violente, engagement et désengagement* », Paris, octobre 2016.
- Jost François, « *La promesse des genres* », *Réseaux*, 1997, 15(81), 11-31.
- Jrejjiry Roy, « *L'image religieuse dans l'espace public libanais* », *Hermès*, 2018, n° 82(3), 53-59.
- Kepel Gilles, *Sortir du chaos : les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient, Esprits du monde*, Paris, Gallimard, 2018.
- Kepel Gilles, *Jihad*, Paris, Gallimard, 2003.
- Khosrokhavar Farhad, *Radicalisation*, Paris, MSH, .2014.
- Maalouf Amin, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset (10° Ed.), 2006)
- Marchand Pascal, *L'analyse du discours assistée par ordinateur*, Paris, Armand Colin, 1998.
- Mermier Franck, Varin Christophe (sous la dir. de), *Mémoires de guerres au Liban : 1975-*

1990, Paris, Actes sud – Sindbad, 2010.

Molette Pierre, « De l'APD à Tropes : comment un outil d'analyse de contenu peut évoluer en logiciel de classification sémantique généraliste », Conférence au Colloque « Psychologie Sociale et Communication », Tarbes, 2009.

Mossuz-Lavau Janine, « *Radicalisme politique et permissivité sexuelle : contribution à l'étude de la contestation des jeunes en milieu urbain* », Revue française de science politique, 1974, 24 (1) : 52-79.

Mouchantaf Eugenie, *Engagement politique vs distanciation professionnelle dans deux quotidiens libanais : l'exemple de la couverture de la guerre de 2006 à travers An-Nahar et As-Safir*, UCL, Belgique, 2014.

MOUNZER-KARAM Nadine, *La communication politique et le confessionnalisme au liban : le cas des élections législatives de 2009*, Sciences de l'information et de la communication, Université de Toulon, 544p.

Mucchielli Roger, *L'analyse de contenu : des documents et des communications*, Issy-les-Moulineaux, ESF, 2006.

Qu'est-ce que le pacte national ? (2016, octobre 31). Consulté le 24 avril 2018, à l'adresse, <https://www.lorientlejour.com/article/1015579/quest-ce-que-le-pacte-national-.html>

Roy Olivier, *L'islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2004.

Roy Olivier, *Le djihad et la mort*. Paris, Seuil. 2016.

Wieviorka Michel, « *Le nouveau paradigme de la violence (Partie 1)* », Cultures & Conflits, 29-30, 1998.